

Idées sur le DH

HDR Networks Août 2007

No. 11



Développement humain et biens publics mondiaux : Pourquoi ils viennent - et doivent aller - ensemble

Par Inge Kaul, Consultant indépendant (ancien Directeur du Bureau des études sur le développement (PNUD) et du Bureau du Rapport sur le développement humain (PNUD))

Les biens publics, qu'est-ce que c'est ?

On dit souvent que les pauvres sont des gens malheureux qui sont condamnés à vivre toute leur existence avec un ou deux dollars US par jour. Il ne fait aucun doute qu'avec un tel revenu, on ne peut connaître qu'une vie misérable.

Et pourtant, en même temps, un ou deux dollars US par jour peut avoir une signification très différente en terme de niveau de pauvreté et d'opportunité d'échapper peut-être un jour à la privation, en fonction du type de société ou d'économie dans lequel le pauvre vit. A l'évidence, il peut être plus clément d'être pauvre en terme de revenus dans une communauté qui offre des transports publics abordables, des services d'éducation, des services de santé, des structures d'assainissement et de fourniture d'eau, la radio et la télévision, sans oublier de l'air sain, le droit et l'ordre, un système judiciaire fonctionnant bien et, peut-être même un bon climat d'affaires, en particulier des fermes prises de position politiques en faveur de " pas de corruption ", que d'avoir le même niveau de pauvreté dans un endroit dépourvu de tous ces biens publics.

Les biens publics sont les choses dont tout le monde peut bénéficier - si elles sont fournies correctement. Et ils sont les choses qui peuvent vous nuire - s'ils ne sont pas fournis. Pensons simplement aux effets catastrophiques que, selon les prévisions, les changements climatiques sont censés avoir sur les pauvres, à cause de l'augmentation des risques d'inondation ou de sécheresse. Ou pensons à la dévastation que les maladies transmissibles non contrôlées peuvent avoir, si elles frappent les pauvres et amoindrissent le seul bien qu'ils possèdent souvent : leur capacité à travailler.

Toutefois, avec la plus grande ouverture des frontières nationales et la croissance de l'activité économique transfrontière, les domaines publics des nations se sont retrouvés extrêmement liés, et de nombreux biens publics ont été mondialisés. Ils se sont transformés en biens publics mondiaux (BPM).

Qui doit être responsable de leur fourniture et qui peut profiter de la situation ?

En conséquence, ces BPM ne peuvent plus être fournis dans une mesure appropriée aux populations locales par le

seul intermédiaire des actions politiques domestiques. La fourniture des BPM dépend dans bien des cas de la coopération internationale - la coopération entre Etats, l'établissement de réseaux mondiaux entre les organisations de la société civile, et enfin et surtout, la responsabilité sociale d'entreprise des acteurs commerciaux sur les marchés mondiaux.

Toutefois, comme on le sait bien à partir du contexte national, les biens publics - précisément parce qu'ils sont publics et existent pour tous - sont souvent l'objet de graves problèmes d'action collective. Des acteurs individuels essaient fréquemment de profiter de la situation. Ils attendent que d'autres fassent le premier pas et paient pour les biens, de manière à pouvoir ensuite en profiter eux aussi - mais sans bourse délier.

Au niveau national, l'Etat avec ses pouvoirs de coercition uniques permet d'éviter que les biens publics ne demeurent insuffisamment fournis en raison de tel ou tel dilemme d'action collective. Pourtant, dans le cas des BPM, la situation est très différente sur ce point. Les Etats au niveau international peuvent à beaucoup d'égards être comparés à des acteurs individuels : ils représentent des intérêts particuliers dans les négociations internationales. Et eux aussi essaient de profiter de la situation.

Quel lien existe-t-il entre les BPM, l'aide et le développement humain ?

En conséquence, on ne compte plus les résolutions appelant à la réduction de la pauvreté. Mais la volonté de la part de nombreux Etats de définir des règles commerciales en faveur des pauvres, un régime de droits de propriété intellectuelle favorable aux pauvres (de manière à ce que les maladies des pauvres fassent l'objet d'une attention plus adéquate en matière pharmaceutique et médicale), une architecture financière internationale favorable aux pauvres ou un régime d'énergie durable favorable aux pauvres fait sérieusement défaut. Tous ces points constituent des BPM : ils touchent tout le monde, y compris les pauvres. Ils sont publics au niveau de la consommation - mais bénéficient à certains (généralement les acteurs les plus forts et les plus puissants) plus qu'à d'autres (notamment les pauvres).

Aujourd'hui, beaucoup de ces BPM ressemblent à une grande main attrape-tout qui, en raison d'une fourniture insuffisante ou inappropriée, prend chez les pays et les populations pauvres le multiple de ce que la main - plus petite - de l'aide donne souvent en rechignant. Un développement humain réussi dépend donc de la fourniture appropriée des BPM qui sont souvent cruciaux pour les pauvres. Et de même, l'aide et le financement des BPM ne doivent donc pas être considérés comme se faisant concurrence. Les deux sont nécessaires. De plus, là où l'aide et le développement sont affaiblis, les BPM comme la paix et la sécurité peuvent également être mis à mal. Le développement humain et la fourniture appropriée des BPM doivent venir ensemble et aller ensemble, en ce sens qu'ils se renforcent mutuellement.

Quelles sont les implications politiques ?

Cela signifie-t-il que la facture des dépenses publiques en faveur du développement mondial doit augmenter, que davantage d'argent doit être dépensé ? Pas nécessairement. D'énormes sommes d'argent circulent déjà pour combattre les conséquences négatives du manque de développement humain, de l'extrême pauvreté et du niveau élevé d'inégalité au niveau mondial, ainsi que des BPM insuffisamment ou mal fournis, comme la stabilité du climat ou le contrôle de la malaria, du VIH/sida ou de la tuberculose. Le fait de prendre des actions correctrices tant sur le front du développement humain que sur celui des BPM nous permettra probablement d'instaurer un monde moins enclin aux crises et de favoriser un développement à la base plus large, ce qui permettrait de générer des économies significatives - de l'argent qui n'aurait pas besoin d'être dépensé pour faire face aux petites et grandes calamités et pourrait ainsi être libéré au profit d'investissements plus productifs, dans le cadre d'un avenir mondial plus sûr et stable.

Quelques sources d'informations générales :

1. Kaul, Inge et al. 2003. Providing Global Public Goods; Managing Globalization. New York: Oxford University Press

[Cliquez ici](#)

2. Inge Kaul et al. 2006. The New Public Finance; Responding to Global Challenges. New York: Oxford University Press.

[Cliquez ici](#)

3. The Global Network on Global Public Goods

[Cliquez ici](#)

Remarque: *Idées sur le DH (HD Insights)* sont des contributions des membres du réseau et ne représentent pas nécessairement les opinions du PNUD.